



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2024-04-1/2024-04-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} avril.

Le cardinal Ambongo dénonce l'insécurité et estime que la RD Congo est "gravement malade". L'archevêque de l'archidiocèse catholique de Kinshasa en RDC le cardinal Fridolin Ambongo, a décrié le défi sécuritaire persistant dans le pays, et a décrit la nation comme étant "gravement malade" et dans le coma. Dans son homélie lors de la messe de la veillée pascale à la cathédrale Notre-Dame du Congo de son siège métropolitain, le cardinal Ambongo a reproché aux autorités du pays d'ignorer la situation critique des citoyens. "Nous savons très bien que notre pays est aujourd'hui un pays à l'agonie, gravement malade et quand une personne gravement malade est dans un état de coma, il est dangereux de prédire son avenir et aujourd'hui le Congo est dans cette situation de la personne gravement malade qui est presque dans un état comateux", a-t-il déclaré le 30 mars. Le cardinal congolais a ajouté : "Nous avons toujours attiré l'attention sur le risque de balkanisation. Aujourd'hui, nous y sommes, notre pays est en train d'être découpé devant nous et nous agissons comme si ce n'était pas notre pays". Il a critiqué les agences de sécurité en RDC pour ne pas avoir été proactives dans la défense de la population et de ses biens, déclarant : "Au-delà des discours que nous faisons ici, des discours complètement inutiles, la réalité est que les autres continuent d'avancer et d'occuper l'Est de notre pays. C'est évident pour la simple raison que le Congo n'a pas la force de défendre l'intégrité de son pays. Nous sommes si grands, mais nous sommes, comme on dit, un éléphant aux pieds d'argile. Nous faisons des discours ici comme si nous étions forts. La vérité est que le Congo n'a pas d'armée et c'est très grave pour une nation comme la nôtre", a déclaré le cardinal Ambongo. L'archevêque catholique de Kinshasa, qui est également président du Symposium de la Conférence épiscopale d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), a déploré l'indifférence apparente de la communauté internationale et des pays voisins de la RDC qui ont des visions expansionnistes. Il a également accusé le peuple de Dieu au Congo d'être à l'origine des défis auxquels est confrontée la nation. Il a déclaré : "Nous voyons que notre pays est aujourd'hui dans un état comateux ; nous voyons que ceux qui viennent de l'extérieur peuvent se permettre de jouer avec la nation congolaise parce que la cause principale de notre malheur, la cause principale du manque de paix dans notre pays, ce n'est pas les gens de l'extérieur, ce n'est pas les étrangers, ce n'est pas le mauvais Rwanda, c'est d'abord nous, les Congolais. Notre irresponsabilité a fait qu'aujourd'hui nous prenons des mesures qui ne permettent pas l'émergence de la paix dans notre pays", a-t-il ajouté. Le cardinal Ambongo a prévenu que si le peuple de Dieu en RDC "se croise les bras et attend que notre nation congolaise disparaisse comme cela a commencé à l'Est... demain, nous n'aurons que nos yeux pour pleurer, lorsque le Congo sera divisé en plusieurs nations et que le processus est déjà en cours à l'Est." "Prions pour nos dirigeants, les dirigeants de ce pays qui sont complètement, je dirais, déconnectés de la souffrance de leur peuple", a imploré le membre congolais de l'Ordre des Frères Mineurs Capucins (OFM Cap). Il a poursuivi en faisant référence aux dirigeants politiques de la RDC : "Quand on voit leur comportement, quand on voit leur langage, on se demande si ce sont les vrais dirigeants de ce malheureux peuple. Ce sont des gens qui

souffrent. Tout le temps, ils font des fêtes, ils sont heureux parce qu'ils ont tout ce qu'il faut pour vivre et le peuple est là, confiné dans son coin où il n'a peut-être que la Bible à sa disposition, une Bible qui est tombée entre les mains des charlatans qui continuent à entraîner le peuple dans des illusions, dans des prêches qui n'aident pas le peuple à ouvrir les yeux." Le responsable de l'Église catholique, qui a été élevé au rang de cardinal lors du Consistoire d'octobre 2019 et reconduit au sein du Conseil des cardinaux (C9) du pape François après l'expiration du mandat initial d'octobre 2020, a déclaré qu'il trouvait regrettable que les hommes politiques se livrent à de petites querelles autour d'un "gros gâteau", ignorant les violents conflits qui secouent le pays. "Cela fait trois mois que notre pays est pratiquement paralysé pour la simple raison que toute la classe politique s'est invitée autour du gros gâteau que l'on se dispute, alors que le pays est en guerre, que l'ennemi avance", a-t-il déploré, avant d'ajouter : "Ce comportement est complètement incohérent si l'on considère la situation délicate et dangereuse de notre pays." "Un pays attaqué, un pays qui se sait en guerre, la première chose à faire est de s'asseoir autour d'une table pour former ce que nous appelons le front commun. Or, aujourd'hui, il n'y a pas de front commun". (ACI Afrique)

Bureaux définitifs installés dans plusieurs assemblées provinciales. C'est le cas de celle du Tanganyika, de l'Ituri de la Tsopo, du Kwango et de la Lomani. Au Sankuru, en revanche, tout est à refaire. Les membres du bureau provisoire ont été tous invalidés vendredi dernier par la cour d'appel. Toutes les assemblées provinciales, qui ne l'ont pas en fait, devraient installer leurs bureaux définitifs avant le 22 avril, date prévue pour les élections des sénateurs.

Nord-Kivu : 5 civils tués dans des opérations de ratissage du M23 à Bwito. Ce dimanche, la même opération de ratissage s'est poursuivie dans le village Mutanda, chef-lieu du groupement du même nom. Une ancienne position des Fardc et de groupes armés locaux, a été incendiée, vers 10 heures locales, après des tirs nourris dans la zone.

Judith Tuluka Suminwa: Un Parcours Exceptionnel vers la Primature en RDC. Judith Tuluka Suminwa marque l'histoire de la République Démocratique du Congo en devenant la première femme à être nommée Premier ministre, une étape significative dans la politique congolaise. Sa nomination, annoncée par le président Félix Tshisekedi le 1er avril 2024, succède à sa position précédente en tant que ministre du Plan dans le gouvernement Lukonde II. Née en RDC, Judith Tuluka Suminwa a poursuivi des études supérieures en économie appliquée à l'Université Libre de Bruxelles, complétées par un diplôme d'études complémentaires axé sur le travail dans les pays en voie de développement. Avant son incursion dans le secteur public, Suminwa a acquis une expérience notable dans le secteur bancaire, un pas qui a façonné son approche pragmatique des défis économiques. *Carrière aux Nations Unies et au Gouvernement.* Sa carrière a pris un tournant lorsqu'elle a rejoint le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), servant comme experte nationale dans un projet d'appui communautaire dans l'Est de la RDC. Cette expérience a renforcé sa compréhension des défis auxquels est confrontée la RDC, en particulier dans les régions touchées par des conflits. Avant de rejoindre le gouvernement, Suminwa a également joué un rôle crucial au ministère du Budget et a été coordonnatrice adjointe du Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS), positions qui lui ont permis de contribuer de manière significative à la planification et à la gestion stratégique au plus haut niveau de l'État. *Nomination Historique.* Sa nomination en tant que ministre du Plan le 24 mars 2023 a mis en lumière son expertise et son engagement envers le développement de la RDC. Cependant, c'est sa récente nomination comme Premier ministre qui brise les barrières et établit un précédent historique pour les femmes dans la politique congolaise. La désignation de Judith Tuluka Suminwa par le président Tshisekedi comme première femme Premier ministre de la RDC est un moment charnière qui reflète les progrès du pays vers une plus grande égalité des genres dans la sphère politique. Sa vaste expérience, tant au niveau national qu'international, et son engagement envers le développement durable de la RDC font d'elle une figure clé pour diriger le gouvernement vers de nouveaux horizons.

(L'Interview.CD)

Ituri : retour de 8 000 familles de déplacés à Irumu. Ce retour a été rendu possible grâce aux opérations militaires des Fardc contre les ADF et les groupes armés locaux et aux dialogues communautaires initiés par les leaders locaux.

Ces personnes vivent dans des conditions difficiles, certaines manquant d'abris. Cependant, la plupart de ces retournées craignent de devoir fuir de nouveau à cause de la présence des rebelles dans la zone.

Uvira : au moins 35 orphelins du Centre Saint-Joseph bénéficient des vivres et produits non-alimentaires. Des femmes travaillant à Monusco, section d'Uvira (Sud-Kivu), ont posé ce geste caritatif dans le cadre de la clôture du mois de mars, dédié aux droits de la femme. Ce don est constitué entre autres, du sucre, de haricot, du riz, de la farine, du jus et autres biens à 35 enfants orphelins dont l'âge varie entre zéro et 10 ans.

Mardi 2 avril.

Guerre à l'Est : situation toujours tendue sur la ligne de front à Masisi. Plusieurs sources dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu, ont rapporté, que des affrontements ont opposé les Fardc et leurs alliés, aux rebelles du M23/RDF. Ces sources affirment qu'il s'agit d'une réponse de l'armée congolaise aux attaques des rebelles du M23, notamment à Gatovu et dans les collines environnant la cité de Sake, située à une vingtaine de km de Goma. Par ailleurs, la zone de Rwindi a vécu une accalmie précaire lundi, après des bombardements de l'armée congolaise dans la zone le weekend dernier.

Le BCNUDH note une augmentation des cas de violations des droits de l'homme en février 2024. Dans sa note mensuelle portant sur les principales tendances des cas de violations des droits de l'homme en RDC, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme a documenté au cours du mois de février 2024, 378 violations et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du pays avec 1.074 victimes dont 722 hommes, 222 femmes, 78 enfants et 52 individus de genre et âge inconnus. Dans ce document, le BCNUDH indique qu'à l'instar des périodes précédentes, ce sont des membres des groupes armés qui sont responsables de la majorité des atteintes et violations documentées dans le pays avec 244 atteintes, soit 65% du total des violations et atteintes, puis 124 cas de violations ou 33%, suivi par 5 violations et atteintes commises conjointement par les agents de l'Etat et les groupes armés.

Nord-Kivu : l'ONG GAPE dénonce le recrutement des enfants par les groupes armés locaux « Wazalendo ». Le responsable de l'ONG groupe d'actions et protection de l'enfant se dit inquiet de voir qu'après le travail de sensibilisation mené auprès des groupes armés, lequel a conduit à la libération de ces enfants, que ces mêmes enfants et bien d'autres encore soient de nouveau enrôlés.

Tshopo : plus d'un mois après leur identification, les victimes de guerre attendent toujours l'indemnisation individuelle. Cette identification est terminée depuis le 26 janvier, certains notables impatients vont jusqu'à appeler les victimes à demander des comptes au Fonds spécial pour la répartition des indemnités des victimes. « FRIVAO vient de finir de traiter les dossiers des retardataires, dans un mois ou un mois et demi les victimes seront indemnisées tel qu'a affirmé la rapporteur dans sa dernière communication », a déclaré le chargé de communication du FRIVAO.

Après la nomination de la Première ministre, voici les procédures constitutionnelles qui conduiront à l'investiture du Gouvernement. La Première ministre, Judith Suminwa Tuluka nommée, lundi 1er avril, par le Président de la République, devra dans les jours qui suivent sa nomination, tout d'abord procéder par la formation de son Gouvernement qui devra tenir compte de la représentativité nationale, en vertu de l'article 90 de la constitution. Ensuite, le Gouvernement définira, en concertation avec le président de la République, la politique de la nation et en assumera la responsabilité devant l'Assemblée nationale, conformément à l'article 91 de la Constitution. Après l'élaboration du plan d'action de son Gouvernement décliné sur les programmes gouvernementaux, la Première ministre présentera à l'Assemblée nationale ledit programme qui sera soumis au débat. Et enfin viendra l'étape de l'investiture du Gouvernement par l'Assemblée nationale après débat autour de son programme.

Uvira : inauguration d'un bloc opératoire moderne au centre hospitalier Saint Paul. Ce bâtiment, construit avec le financement de Moïse Katumbi Chapwe, président du parti politique Ensemble pour la République, à hauteur de 120 000 USD, est équipé du matériel moderne de chirurgie. Ce bloc opératoire moderne élève désormais le centre hospitalier Saint Paul au statut de cliniques universitaires de l'UNDT, Université Notre Dame de Tanganyika.

Mercredi 3 mars.

Butembo : 23 décès enregistrés dans la prison de Kakwangura en 3 mois. « Pour le premier trimestre de l'année 2024, la prison a enregistré vingt-trois cas de décès. Les cinq derniers cas sont survenus à la dernière semaine du mois de mars. Le surpeuplement de la prison et l'insuffisance de la nourriture aux détenus seraient les causes majeures de cette situation. Les autorités judiciaires devront accélérer l'instruction des dossiers avec prévenus pour que ces derniers soient fixés à temps de leurs sorts », poursuit le coordonnateur du Réseau pour les droits de l'homme.

Ituri : 48 civils tués et 45 autres pris en otage par des groupes armés en mars 2024, au cours du mois de mars dernier. Vingt et une personnes parmi ces otages ont été relâchées au cours du même mois. 38 attaques des groupes armés Zaïre et Codeco ont été enregistrées dans la même période dans ce territoire. Ils sont responsables de l'incendie de 64 maisons d'habitation dont 37 abris des personnes déplacées de Katsu non loin de Katoto. Face à ce tableau sécuritaire sombre, la société civile du territoire de Djugu réitère sa demande aux autorités militaires

d'organiser des opérations de grande envergure contre tous les groupes armés à la base des violences dans cette entité.

« **Marquer une arme, c'est lui donner une identité** », selon le directeur de la CNC-ALPC. Le directeur national de la CNC-ALPC a insisté sur le fait que ces opérations permettront au Gouvernement de pouvoir facilement retracer une arme. Il se félicite du fait que désormais le Gouvernement aura des indicateurs pour définir qui est détenteur illégal ou légal d'une arme. Ces opérations de marquage d'armes menées dans plusieurs provinces du pays, visent à lutter contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans les villes où la population a souffert et souffre encore de l'insécurité.

Ituri : environ trente mille élèves ne vont plus à l'école à la suite de l'insécurité causée par les ADF, dans le territoire d'Irumu en Ituri et dans la zone d'Eringeti dans le Nord-Kivu. 79 écoles primaires et secondaires de la sous division de l'EPST Irumu 1 éprouvent des difficultés pour fonctionner depuis plus de deux ans dans plusieurs entités de la chefferie de Walese Vonkutu.

ONG SOS village d'enfants prend en charge près de 500 enfants à Kinshasa, Bukavu et Uvira. SOS Village d'enfants a par ailleurs souhaité sensibiliser le gouvernement, les partenaires du secteur de la protection de l'enfance et le grand public sur la nécessité de prise en charge de ces enfants.

L'ONEM s'engage à créer au moins 6,4 millions d'emplois, en 5 ans. En mai 2022, l'Office national de l'emploi avait mis en place un portail électronique pour faciliter l'accès à l'information sur les opportunités d'emploi.

Libération de 357 détenus à Makala dans un mouvement de désengorgement de ce complexe carcéral

Dans une démarche visant à réduire la surpopulation carcérale critique de la prison de Makala, à Kinshasa, 357 détenus sont désormais concernés par un programme de libération, annoncé par le procureur général près la Cour de cassation, Firmin Mvonde. Cette décision inaugure une série de mesures prévues pour alléger la pression sur cet établissement pénitentiaire. Cette initiative est le fruit du travail d'une commission spéciale mise en place dont la mission est l'analyse approfondie des dossiers des prisonniers. Le but étant de libérer ceux jugés éligibles à une remise en liberté, notamment les détenus sans charges ou maintenus en détention de manière irrégulière. Le contexte de ces libérations intervient dans un moment critique pour les droits de l'homme en RDC, comme souligné par le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) dans son dernier rapport. Publié le lundi 1er avril, le document met en lumière les "principales tendances des violations des droits de l'homme" pour février 2024, indiquant que "39 personnes sont décédées en détention" durant ce seul mois. La majorité de ces décès ont été enregistrés dans les provinces du Kwilu, du Nord-Kivu, et du Tanganyika. Comparé au mois de janvier, le nombre de décès a augmenté de neuf, exacerbant les inquiétudes concernant les conditions de détention déplorables dans les prisons surpeuplées du pays. Ces révélations, notamment celles rapportées par le journaliste Stanis Bujakera après un séjour de six mois à Makala, ont poussé le gouvernement à agir en faveur du désengorgement des prisons. L'opération a commencé par la libération de soixante-sept (67) détenus lors d'une cérémonie à Makala, présidée par le procureur général, marquant le début d'un effort national pour adresser la crise carcérale du pays. (Actualité CD)

Vendredi 4 avril.

Gouvernement Suminwa en formation : Sama Lukonde pour la cohésion des forces politiques. L'ancien Premier ministre, Sama Lukonde, a souhaité que le gouvernement Suminwa en formation soit celui de cohésion des forces politiques du pays. Il a exprimé ce souhait au cours d'un tête-à-tête ce jeudi 4 avril avec la nouvelle Première ministre, Judith Suminwa. C'était à l'hôtel Fleuve Congo, situé dans la commune de la Gombe. Au cours de leurs échanges, le Premier ministre sortant, Jean-Michel Sama Lukonde, a partagé au nouveau locataire de la Primature son expérience. Il lui a également présenté ses vives félicitations pour son élévation par le chef de l'État au poste de cheffe du prochain gouvernement. "Je lui souhaite plein succès dans les attentes de notre population sur tous les engagements donnés. Je sais qu'elle aura l'accompagnement du président de la République. Je reste convaincu qu'elle sera à la hauteur de la tâche", s'est-il exprimé. Sama Lukonde a loué les atouts de Judith Suminwa. Ce qui, à l'en croire, vont l'aider à être à la hauteur de ses tâches à la Primature. Judith Suminwa, qui a pris ses fonctions de Premier ministre le 1er avril, manifeste ainsi son intention de procéder rapidement à la formation de son équipe gouvernementale. Elle entreprend des contacts pour aboutir à la formation du prochain gouvernement. (Actualité CD)

Butembo : au moins 13 personnes sont mortes en 3 mois à Bulengera. La société civile de cette municipalité a livré ce bilan, lors d'une déclaration faite à l'issue de l'évaluation trimestrielle de la situation sécuritaire dans ce coin. Au cours de l'année 2023, au moins 37 personnes sont mortes dans cette municipalité.

La maladie à conjonctivite signalée dans la province de Maniema. Le médecin ophtalmologue exerçant dans la ville de Kindu (Maniema) a affirmé, que la maladie à conjonctivite se reprend déjà dans cette ville. Il exhorte les personnes atteintes de cette affection des yeux à se rendre aux structures sanitaires le plus proche et à ne pas appliquer n'importe quoi dans les yeux.

Lubero : la société civile de Mwenye alerte sur le délabrement des routes de desserte agricole. La société civile de la localité de Mwenye, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) a alerté, mercredi 3 avril, sur l'état de délabrement avancé de certaines routes de desserte agricole dans cette entité. A cause de cet état de routes, la population locale éprouve des difficultés pour évacuer les produits vivriers vers la ville de Butembo, située à 50 kilomètres de Mwenye.

Plus de 100 maisons englouties dans les érosions aux environs de l'UNIKIN en 5 ans. Les lotissements tout autour du site de l'Université de Kinshasa pose un sérieux problème de gestion des eaux de pluie, faute de canalisations. Cette situation occasionne des têtes d'érosion un peu partout, emportant ainsi des centaines de maisons durant les 5 dernières années.

Nord-Kivu : au moins 43 enfants déplacés non-accompagnés retrouvés grâce au projet PLF. Et ce, grâce à la mise en place des cabines téléphoniques, pour des appels gratuits dans les sites de déplacés. A travers le projet «Protection des liens familiaux », le Comité international de la Croix-Rouge entend faciliter la réunification des familles, dont les membres ont été séparés à la suite de la guerre. Ce projet est mené dans les camps situés autour de la ville de Goma, comme : Bulengo, Lushagala, Buhimba et même le site de Rusayo, dans le territoire de Nyiragongo.

Ituri : l'UNHCR octroie plus de 650 logements aux familles des déplacés, ayant émis la volonté de quitter le site des déplacés et de retourner dans leurs localités d'origines. Cette mesure vise à rendre autonomes ces personnes qui reçoivent de moins en moins l'aide humanitaire. Néanmoins, le besoin reste énorme car, près de 3000 autres ménages qui auraient acheté des parcelles, souhaitent quitter le site de déplacés à cause des conditions de vie difficiles.

Nord-Kivu : au moins 33 morts dues aux bombes larguées et engins manipulés en 14 mois. Le coordonnateur de la Synergie de lutte anti-mines (SYLAM), a donné ces statistiques, en marge de la journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines, célébrée le 4 avril de chaque année. Il a fait savoir qu'au Nord-Kivu, il y a beaucoup d'engins explosifs, dans le territoire de Beni, Nyiragongo, Masisi, Minova et Rutshuru.

Vendredi 5 avril.

Kananga : au moins 209 ménages sinistrés des pluies bénéficient de kits non-alimentaires du HCR, via l'ONG Femme main dans la main pour le développement intégral (FMMDI). Cette assistance s'ajoute à d'autres appuis apportés par le Gouvernement central aux sinistrés, à travers la Caisse de solidarité nationale et de gestion humanitaire des catastrophes.

La Monusco finance la construction des bâtiments de la police à Beni. Les travaux consistent concrètement à construire deux cachots, deux latrines et un mur de clôture de la prison dans la ville de Beni, ainsi que deux bureaux et deux autres cachots à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni, pour un montant de 78 000 USD. Pour la Monusoc, cet appui vise aussi à lutter contre l'évasion des détenus et à améliorer leurs conditions de détention.

Assemblée nationale : l'élection du bureau définitif se fait toujours attendre. Installé le 29 janvier dernier par le secrétaire général de l'Assemblée nationale, le bureau d'âge, a eu pour mission de valider les pouvoirs des députés, d'élaborer et adopter le Règlement intérieur de la chambre et d'installer le bureau définitif, conformément à l'article 114 de la constitution. Deux mois après son installation, l'Assemblée nationale a réussi à examiner deux sur les trois points à l'ordre du jour. Depuis lors, aucune plénière n'est convoquée, faute de moyens financiers.

Les autorités lancent l'opération «panthère noire» contre les gangs. Cette initiative, pilotée par la police nationale, vise à combattre le banditisme et la criminalité qui sévissent dans plusieurs villes à travers le pays. L'importance de cette opération est telle qu'elle a été discutée lors d'un conseil des ministres, soulignant la préoccupation majeure des autorités congolaises face à l'escalade du banditisme urbain dans divers quartiers de Kinshasa. Torses nus, certains arborant des dreadlocks et tous assis à même le sol, le regard vide, 130 jeunes ont été arrêtés et présentés le 1er avril par la police. Ces individus sont identifiés comme membres de gangs, communément appelés « kuluna », à Kinshasa. Il s'agit des premiers résultats de l'opération « panthère noire »,

menée par les autorités congolaises. Cette nouvelle campagne se distingue notamment par sa gestion par la « Légion nationale d'intervention », un corps d'élite agissant en renfort des commissariats provinciaux dans des situations de crise telles que les émeutes ou autres interventions spéciales de la police. La mission de « panthère noire » se veut également remarquable par son engagement à respecter les droits de l'homme. L'accueil de cette opération dans les cercles de la société civile est marqué par une prudente attente. Ce scepticisme s'ancre dans le précédent d'initiatives similaires qui n'ont pas pleinement atteint leurs objectifs, en partie à cause d'un manque de ressources. Par exemple, en 2012, la même force de police avait créé une unité spécialisée nommée « Anti-Kuluna », composée de 130 officiers issus également de la même Légion nationale d'intervention, sans pour autant réaliser les avancées escomptées. En réaction, le gouvernement actuel promet un engagement renforcé dans cette lutte, espérant ainsi obtenir des résultats plus concluants. (RFI)

Nord-Kivu: des centaines de déplacés manifestent contre le pillage de leurs biens laissés à Sake. Leur manifestation est partie du site des déplacés de Kimachini jusqu' au bureau du quartier Mugunga. Selon des informations parvenues à ces personnes ayant fui l'insécurité, des Fardc et des combattants locaux qui contrôlent la zone seraient à l'origine de la destruction de leurs biens. Ces déplacés protestent également contre les attaques et les rançonnements perpétrés par des hommes armés dans les sites des déplacés, situés aux quartiers Lac-Vert et Mugunga.

Cette marche a été dispersée par la police autour de 10 heures.

Nord-Kivu : deux morts après l'explosion d'une grenade au camp des déplacés de Mugunga. Deux personnes sont mortes et sept autres blessées, des suites de l'explosion d'une grenade au camp des déplacés de Mugunga, dans la ville de Goma. Cet engin explosif a été lancé par un inconnu au milieu d'un groupe de déplacés vivant sur ce site.

Nord-Kivu : retrait de la Monusco de bases de Rwindi et de Nyanzale. Ces casques bleus retirés de ces bases, depuis fin mars dernier, sont redéployés ailleurs pour concentrer leurs efforts dans d'autres zones chaudes du Nord-Kivu. Ce retrait est fait sur demande du Gouvernement congolais. Ce redéploiement est fait en coordination avec les Fardc et les autorités locales dans le cadre des opérations menées dans le Nord Kivu.

Onze militaires, accusés d'avoir fui face au M23, risquent la peine de mort à Goma. La plupart des peines de mort prononcées en RDC le sont par des tribunaux militaires, mais elles le sont également par la justice civile. En RDC, tout l'objectif de Me Alex Tcheka, l'un des avocats de la défense, était de prouver, vendredi 5 avril, à la cour militaire de Goma, qu'il n'y avait pas eu abandon de poste. « Les soldats sont seulement allés chercher des munitions », explique le conseil. Son client, un commandant de l'unité du 223^{ème} bataillon de réaction rapide est accusé, avec dix autres prévenus, de « lâcheté et d'incitation à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline ». Le 24 décembre 2023, ces militaires, postés aux alentours de Saké, la dernière place forte encore sous contrôle gouvernemental, auraient fui face aux rebelles du M23, soutenu par l'armée rwandaise, selon l'auditeur militaire supérieur. Le magistrat a requis la peine de mort. Le verdict n'est pas encore tombé. Si ses réquisitions venaient à être confirmées par la cour, ce serait une première depuis que la RDC a décidé de rétablir l'application de la peine de mort. Bien que prononcée, la peine capitale n'est plus appliquée depuis 20 ans. (RFI)

Samedi 6 avril.

RDC : le renouvellement de la Cour constitutionnelle fait débat. Installée le 4 avril 2015, la Cour constitutionnelle a, depuis le 4 avril 2024, totalisé neuf ans d'exercice. Selon le vice-président du conseil d'administration du Centre des recherches et d'étude sur l'état de droit en Afrique elle est devenue illégitime depuis le 4 avril et cela est contraire à un état de droit : « Le mandat des membres de la Cour constitutionnelle est de neuf ans non renouvelable. En revanche, la loi prévoit non pas le renouvellement des membres mais le renouvellement de la composition. C'est une institution qui ne doit pas avoir un problème de légitimité ». **Renouvellement tertiaire.** Un autre juriste et avocat au barreau de Kinshasa-Gombe, pense le contraire. D'après lui, il ne doit pas y avoir renouvellement de toute la Cour. Il s'agit d'un renouvellement tertiaire et non un renouvellement total de tous les juges. Il cite plutôt trois juges qui sont fin mandat et doivent être remplacés. Les autres juges doivent terminer leurs mandats. « Et pour remplacer ces trois-là, il n'y aura pas tirage au sort », précise l'avocat. La loi organique de la Cour constitutionnelle a été élaborée de manière qu'il n'y ait pas un vide, poursuit-il, étant donné que cette institution joue un rôle très important dans la régulation de la vie politique RDC. Elle demeure le juge naturel du Président de la République et du Premier ministre. Outre sa compétence en matière des contentieux électoraux, elle interprète les lois et juge de leur conformité à la Constitution.

L'ONG Action contre la faim suspend ses activités dans la zone de Drodro en Ituri. « Action contre la faim a été menacée par toutes les parties au conflit », écrit l'organisation dans un communiqué publié jeudi. Après Médecins sans frontières, c'est un nouvel acteur humanitaire important qui suspend ses activités à Drodro en

quelques semaines. Comme pour Médecin sans frontières, Action contre la faim espère que cette suspension sera la plus courte possible. Mais face à la menace sécuritaire, les deux organisations n'ont pas eu le choix. Les humanitaires sont aujourd'hui pris pour cible, comme en témoigne l'attaque le 6 mars dernier de l'hôpital de référence de Drodro, en Ituri, dans le nord-est de la RDC. Pourtant, les besoins restent très importants dans cette zone. Le camp de déplacés de Rhoo, situé à quelques kilomètres de la localité, accueille chaque jour de nouveau déplacés suite aux violences. En Ituri, on estime que plus de 1,5 million de personnes ont dû quitter leur habitation face à la crise sécuritaire. Des populations particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire et donc à la malnutrition. Actuellement, plusieurs groupes armés sont actifs en Ituri. On retrouve notamment les ADF, dont les attaques sont localisées plutôt dans le sud de la province, frontalière avec le Nord-Kivu. Et la Codeco, qui agit plus au nord-est, dans les territoires de Mahagi et Djugu, dont fait partie la zone de santé de Drodro. (RFI)

Kasindi : plus de 50 jeunes sensibilisés à la résolution 2250 du Conseil de sécurité. Cette résolution concerne, entre autres, la participation des jeunes dans le processus de la paix et la sécurité. Les participants, qui ont été sensibilisés à la lutte contre les discours de haine, se sont engagés à s'approprier la résolution 2250 en œuvrant pour la paix dans la région de Beni. Cette sensibilisation était organisée par le conseil local de la jeunesse en partenariat avec la section des affaires civiles de la Monusco-Beni.

Aide humanitaire : le Japon octroie au PAM 10,4 millions de dollars pour poursuivre ses actions à l'Est de la RDC. « Ce financement contribuera à étendre la portée du PAM aux personnes les plus à risque, en particulier dans l'est du pays, où le conflit a déplacé près d'un million de personnes en quelques mois seulement. Nous devons répondre aux besoins immédiats et également jeter les bases d'un développement à long terme afin que les familles aient un meilleur accès à une alimentation saine », a déclaré le Représentant et Directeur Pays du PAM en RDC. En effet, la RDC vit un moment critique avec plus de 6 millions de personnes déracinées de leurs foyers et de leurs moyens de subsistance, et 4,6 millions de cas d'enfants nécessitant un traitement contre la malnutrition dans tout le pays. Le Programme Alimentaire Mondial avait tiré une sonnette d'alarme au sujet de la situation catastrophique à l'Est de la RDC, le 22 mars dernier. L'agence alimentaire des Nations unies peine à nourrir ceux qui en ont le plus besoin, car « le financement humanitaire ne suit pas ». Dans ses besoins, le PAM dit vouloir obtenir 548,5 millions de dollars pour poursuivre ses opérations en RDC. Si un tel montant n'est pas tout de suite disponible, le PAM a un besoin urgent pour les six prochains mois à l'Est de la RDC. (Actualités CD)

Les députés nationaux du Nord-Kivu exigent des mandats d'arrêt contre tous les Congolais qui rejoignent les « agresseurs ». « Nous députés nationaux, élus du Nord-Kivu, révoltés par l'intensité des crimes commis, nous demandons au Gouvernement (...) d'intensifier les opérations militaires à l'ouest de Beni, dans le groupement Batangi Mbau et Bambu Kakisi pour contrer l'activisme des ADF/MTM, d'émettre des mandats d'arrêt à l'encontre de tous les criminels qui se sont ralliés aux ennemis de la RDC ». Depuis son lieu d'exil, Corneille Nangaa, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), avait annoncé en décembre dernier la création d'une coalition politico-militaire nationale, appelée "Alliance Fleuve Congo". Des personnalités congolaises ont rejoint ce mouvement et les services de sécurité ont même arrêté "quelques complices".

Alice Mirimo : « Le PABEA-COBALT fait partie de solution pour garantir la redistribution des richesses nationales ». Pour la coordonnatrice du Projet d'appui au bien-être alternatif des enfants et jeunes impliqués dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt (PABEA-COBALT), « Ce projet fait partie de solution pour garantir la redistribution des richesses nationales et aussi assurer le bien-être alternatif en donnant de la valeur sur les produits qui sortiront du sol à travers l'agro-business ». Elle a également assuré qu'elle va bientôt s'occuper des chaînes d'autres minerais comme l'or, le coltan, la cassitérite, le diamant, le cuivre, le lithium et autres.

Opération zéro délinquant : plus de 60 présumés bandits aux arrêts à Goma. Ce coup de filet a été réussi dans le cadre de l'opération dénommée « Zéro délinquant dans la ville » menée avec les services urbains de sécurité. Parmi les personnes arrêtées, il y a notamment 18 femmes, deux Rwandais en situation irrégulière, sept repris de la justice et deux militaires en divagation interpellés dans les quartiers Katoyi, Kasika et Mikeno lors de cette opération.

Kinshasa : l'OMS lance la campagne « Ma santé, mon droit », pour défendre le droit à la santé de chacun. Cette campagne comprend des appels à l'action dans les domaines des finances, de l'agriculture, de l'environnement, de la justice, des transports, du travail et des affaires sociales. Elle vise notamment à garantir l'accès universel à des services de santé, à l'éducation et à l'information de qualité, à l'eau potable, à l'air pur, à une bonne nutrition, à un logement de qualité, à des conditions de travail et environnementales décentes. L'OMS note que l'inaction et l'injustice sont les principales causes de l'incapacité mondiale à garantir le droit à la santé. Elle exhorte les pays à investir, à lutter contre la discrimination et l'intolérance et à élargir l'accès équitable à des services de santé de qualité.

Massacre d'au moins quinze civils dans l'Ituri. L'attaque a eu lieu samedi matin, dans le village de Galay, situé à l'ouest du territoire de Djugu. Des miliciens identifiés comme étant des membres du groupe armé Codeco sont arrivés dans la localité et ont ouvert le feu sur les habitants. Selon un responsable communautaire de la zone, les miliciens sont présents dans ce secteur, appelé Bayani Kilo, où ils exploitent l'or, source de financement. Ils revendiquent la défense de la communauté Lendu et s'opposent à la communauté Hema et à l'armée congolaise. Depuis 2017, la reprise des violences a fait plus d'un million et demi de déplacés, selon les chiffres des Nations unies.

Dimanche 7 avril.

Nord-Kivu : la société civile alerte sur la dégradation des conditions socio-environnementales des déplacés, dans le territoire de Nyiragongo, les exposant ainsi à toutes sortes de maladies liées à un environnement insalubre. Le président de la société civile, parle du manque d'eau dans les camps, de l'absence et de l'insuffisance des poubelles et décharges publiques ainsi que du nombre réduit de latrines. C'est dans ce cadre qu'il lance ce plaidoyer aux ONG humanitaires et au gouvernement congolais pour que des mesures urgentes soient prises afin d'humaniser ces sites et offrir aux déplacés un cadre de vie acceptable.

Guerre dans l'Est : des bombes larguées par le M23 font 3 morts dans le site des déplacés de Kashaka à Goma. Un notable de Masisi se dit inquiet de voir que les sites des déplacés de guerre deviennent la cible des rebelles, en violation du droit international humanitaire. Une dizaine de maisons d'habitation ont pris feu dans le quartier Birere, d'autres ont été détruites dans le quartier Lac vert toujours dans la ville de Goma à la suite des explosions de ces bombes. 17 bombes ont été larguées sur des localités et quartiers périphériques de Goma dans la seule journée de samedi. Ces engins sont tombés à Sake, Mubambiro et à Mugunga, causant des dégâts matériels considérables.

Maniema: Inquiétude à Salamabila face au retard de relance de la mine d'or de Namoya par Strategos Mining. Strategos Mining a acquis les titres de la mine d'or de Namoya auprès de Namoya Mining, filiale de la société Banro, en 2023. La société s'est engagée à relancer l'exploitation de la mine et à réaliser plusieurs œuvres sociales dans la communauté locale. Cependant, plus d'un an après l'acquisition, la mine d'or de Namoya reste inactive. La société civile de Salamabila craint que Strategos Mining ne soit pas financièrement capable de supporter le coût de la relance des activités. "La communauté commence à penser que peut-être la non-relance des activités de la société est peut-être due à l'impuissance économique de ladite société. Parce que, par rapport à notre pensée, nous savons que ça demande une réhabilitation du tronçon Uvira-Salamabila, d'autres réhabilitations à l'intérieur de l'usine, et tout ça coûte beaucoup d'argent..." La non-relance de la mine d'or de Namoya a un impact négatif sur la communauté locale. La mine était une source importante d'emplois et de revenus pour les habitants de Salamabila. La société civile de Salamabila appelle Strategos Mining à clarifier ses intentions et à relancer l'exploitation de la mine d'or de Namoya dans les plus brefs délais. **(Actualité.CD)**

Les communautés Teke et Yaka fument le calumet de la paix. La signature de ce pacte de paix intervient après une série de consultations organisées par le ministre de l'Intérieur, pour mettre fin à ce conflit de droits fonciers. Ce conflit avait contribué à la détérioration des relations entre les deux parties, créant ainsi un climat de terreur dans le territoire de Kwamouth, depuis l'année 2022. De l'aggravation du conflit foncier entre les communautés Teke et Yaka est née depuis 2023 une milice armée dénommée « Mobondo » qui s'attaque aux civils indépendamment de leur appartenance ethnique. Les deux anciens antagonistes ont promis de favoriser le dialogue, la médiation et l'arbitrage selon les coutumes locales comme moyen de prévention et de résolution des conflits.

Bukavu : une stèle de Simon Kimbangu trône désormais sur la place « Essence ». Depuis l'année 2023, la date du 6 avril est établie par le Gouvernement comme journée nationale de la conscience africaine, en hommage au combat de Simon Kimbangu. A Bukavu, Cette journée a été célébrée avec faste par les kimbanguistes. Ils se sont rendus au centre-ville, sur la place « Essence », où a été dévoilée la stèle à l'image de leur prophète, Simon Kimbangu. « Simon Kimbangu est le 1^{er} combattant qui a beaucoup lutté pour que l'africain puisse retrouver sa place ». « En tant que descendants de papa Simon Kimbangu, nous sommes appelés à pérenniser son combat en emboitant ses pas dans le patriotisme et la défense de notre souveraineté surtout en cette période où notre pays fait face à une guerre d'agression », a déclaré le gouverneur intérimaire. Le 6 avril est depuis 2023, un jour férié, chômé et payé en RDC.

Nord-Kivu : les rebelles du M23 accusés d'enrôler les jeunes de Rutshuru. Selon le conseil territorial de la jeunesse de Rutshuru, mille jeunes ont été recrutés et formés dans 2 centres : Nyongera et Pena. « Après avoir subi

une formation d'un mois, ces jeunes-là sont déversés dans la population ». Cette formation en serait à sa 4^{ème} vague. Chaque promotion que les rebelles organisent est toujours composée de plus de mille jeunes, selon la même source.

Lundi 8 avril.

La dette publique franchit la barre 10 milliards USD en 5 ans. Pourtant, cette dette publique était réduite en 2010 de 14 à 3 milliards de dollars et maintenue à 3 milliards jusqu'en 2019. La dette publique a connu une augmentation de 7 milliards entre 2019 et 2024. De ce fait, d'après les prévisions de la Direction générale de la dette publique, d'ici les cinq prochaines années, la dette publique de la RDC risque de dépasser les 15 milliards de dollars américains.

Cette importante hausse de la dette est due aux dépenses de l'administration publique centrale, supérieures aux recettes publiques observées depuis 2019. Estimée à près de 6 milliards de dollars, cet argent a couvert entre autres les dépenses publiques liées au financement de la gratuité de l'enseignement primaire. La dette publique intérieure, quant à elle, s'élève à plus de 4 milliards de dollars. Une partie a servi aux dépenses publiques entraînées par les bons de trésor émis par le trésor public à la Banque centrale.

La société civile de la RDC plaide pour le remplacement des officiers militaires « inefficaces » au front. Dans un mémorandum, les représentants des cadres de concertation de la société civile des 26 provinces ont adressé leur recommandation au Chef de l'Etat après leurs assises organisées du 31 mars au 3 avril 2024 à Kinshasa. A cette occasion, ils sont revenus sur d'autres problèmes qui minent le développement du pays et le plongent dans l'injustice sociale. « Qu'on puisse réduire sensiblement le traitement des animateurs des institutions pour augmenter raisonnablement le traitement des fonctionnaires et agents de l'Etat. Ce qui va permettre un équilibre social ». Ils ont également parlé des élections des gouverneurs et des sénateurs. A ce propos, ils ont fustigé la corruption qui semble miner ces scrutins. Quant à la levée du moratoire sur la peine de mort, « la société civile dit non à cette levée, elle reste attachée à la sacralité de la vie, à la protection de la vie humaine car la RDC a ratifié tous les traités internationaux qui interdisent la peine de mort ».

Tanganyika : au moins 24 personnes portées disparues dans le naufrage du bateau M/V Maman Benita, sur le lac Tanganyika dans la nuit du 6 au 7 avril, au large du territoire de Kalemie. Selon des sources concordantes, un vent violent est à la base de cette tragédie. Des sources portuaires précisent que le bateau, en provenance de Kigoma en Tanzanie, se rendait à Kalemie et était chargé de marchandises. D'autres sources signalent que sur le bateau, il y aurait au total une quarantaine des passagers dont certains ne figurent pas sur le manifeste.

RDC : 5 chefs miliciens de la FRPI, FPIC et Zaïre à Kinshasa sur invitation du Gouvernement. L'objectif de cette mission est de les impliquer dans la recherche d'une paix durable dans la province de l'Ituri. Mais aussi de barrer la route à la rébellion de l'Alliance Fleuve Congo AFC de Corneille Nangaa. Cette initiative est encouragée par des notables de l'Ituri qui espère que cela mettra fin au cycle des violences depuis 2017 dans cette province en proie à l'activisme des groupes armés.

Débloquer le potentiel de l'Afrique grâce à la transformation des systèmes agroalimentaires et au renforcement des capacités. Par QU Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le continent Africain détient la clé pour avancer vers un monde exempt de faim et de pauvreté. En Afrique, des gains énormes peuvent être réalisés dans la transformation des systèmes agroalimentaires et nutritionnels. Ceci est la condition essentielle pour que le continent réalise le développement durable et la modernisation. En ce mois d'avril, les ministres de l'Agriculture du continent se donnent rendez-vous du 18 au 20 avril prochain au Maroc à l'occasion de la 33e session de la Conférence ministérielle régionale de la FAO pour l'Afrique (ARC33). C'est un moment décisif pour l'action collective. J'exhorte les nations africaines à saisir l'élan de la transformation des systèmes agroalimentaires en saisissant les opportunités et tous les avantages que présentent le développement et la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'économie et l'égalité, l'environnement et la résilience. À la FAO, nous avons défini notre vision stratégique pour les années à venir à travers le Cadre stratégique de la FAO 2022-2031, qui tourne autour des quatre améliorations notamment : amélioration en matière de production, amélioration en matière de nutrition, amélioration en matière d'environnement et amélioration en matière de conditions de vie, en ne laissant personne pour compte. Les quatre améliorations ne sont pas seulement une vision, elles sont un appel à l'action. Elles sont les voies par lesquelles les pays peuvent transformer les systèmes agroalimentaires pour être plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables, afin de tenir les engagements des Objectifs de développement durable et de l'agenda post-Malabo. En encourageant une meilleure production par des moyens tels que la mécanisation, la numérisation, l'industrialisation agroalimentaire et l'irrigation alimentée en énergie verte, les nations africaines peuvent augmenter la productivité et l'efficacité et renforcer la résilience face à la crise climatique. A ce jour, plus d'un milliard de personnes en Afrique ne peuvent

toujours pas avoir accès à une alimentation saine et cela est pour nous, inacceptable. En encourageant une meilleure nutrition, la FAO travaille avec les Gouvernements et d'autres partenaires pour rendre les régimes alimentaires sains abordables et accessibles à tous. Un meilleur environnement est essentiel pour améliorer les conditions de vie en Afrique et garantir un meilleur avenir à long terme. Des actions telles que celles menées dans le cadre de la Grande Muraille Verte, l'Initiative des villes vertes qui aident à récupérer les terres dégradées pour, promouvoir une utilisation durable de ces dernières, des actions pour s'adapter à la crise climatique et soutenir des systèmes alimentaires urbains durables, sont autant d'initiatives que nous soutenons pour améliorer la sécurité alimentaire des populations cibles. Une meilleure vie pour tous peut être atteinte en abordant la question de la migration forcée, la transformation rurale inclusive, l'autonomisation des femmes, la création des opportunités de travail significatives avec et pour la jeunesse africaine. En ne laissant personne de côté, nous pouvons construire une Afrique plus équitable et prospère pour tous. L'Afrique est un continent d'opportunités immenses. L'Afrique domine la liste des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) promet de stimuler le commerce intra-africain et de stimuler encore plus la croissance économique. Le continent est riche en ressources naturelles. Il possède également la plus grande part de terres arables et sa population jeune en croissance détient d'immenses capacités encore non pleinement réalisées, particulièrement en tant qu'agents de changement capables de s'adapter aux nouvelles technologies et aux innovations. Les conflits en Afrique demeurent encore malheureusement un obstacle majeur au progrès. La paix et la stabilité sont essentielles au développement durable, et la FAO s'est engagée à soutenir les efforts visant à réduire les conflits, en particulier ceux déclenchés par la concurrence pour les ressources naturelles, et à renforcer la résilience face à l'adversité. En s'attaquant aux causes profondes de la faim et de la pauvreté, nous pouvons jeter les bases d'une paix et d'une prospérité durables. La paix est une condition préalable à la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental. La crise climatique ne peut pas non plus être ignorée. La transformation des systèmes agroalimentaires offre non seulement la possibilité d'atténuer les effets du changement climatique, mais aussi d'inverser certains des dommages déjà causés. La prochaine conférence ministérielle régionale de la FAO pour l'Afrique constitue l'une des principales plateformes continentales permettant aux gouvernements africains de partager leurs perspectives et leur expérience en matière de mise en œuvre de la transformation des systèmes agroalimentaires et de renforcement des capacités. Le Maroc est une source d'inspiration dans ce domaine. Le pays a réalisé des progrès remarquables en faisant du secteur agricole un moteur essentiel de la croissance économique. La modernisation et la diversification de la production agricole du Maroc illustrent son leadership dans la région, tout comme le Salon international de l'agriculture au Maroc (SIAM), qui se tiendra immédiatement après ARC33. Si nous voulons corriger le cap en Afrique, il faut faire les choses différemment. Les solutions issues de la science, de la technologie numérique et de l'innovation offrent un potentiel intéressant. La réussite exige un effort collectif de la part des gouvernements, des organisations de la société civile, du secteur privé, des partenaires des Nations Unies et des communautés locales. Des consultations avec la société civile, y compris les organisations d'agriculteurs, et avec le secteur privé ont eu lieu en février et en mars. Leurs recommandations contribueront à orienter les discussions lors de la conférence. Le succès repose également sur des partenariats stratégiques et des investissements plus importants. Grâce à l'initiative Main dans la main de la FAO, nous favorisons les partenariats stratégiques entre les pays et les investisseurs afin de débloquent les goulots d'étranglement dans la production et le commerce agricoles. Au cours de la dernière période biennale, la FAO a mobilisé plus de 900 millions d'USD en faveur du développement des systèmes agroalimentaires en Afrique, soit plus de 60 pour cent de plus que notre objectif. Pour cet exercice biennal, nous visons encore plus haut. Souvent, l'Afrique présente deux visages au monde : l'un caractérisé par les stéréotypes de la pauvreté et de la faim, et l'autre, par un reflet authentique de ce continent richement diversifié et dynamique. En exploitant le pouvoir de la science et de la technologie, en adoptant des politiques favorables et en réalisant des investissements responsables, les nations africaines peuvent dévoiler le vrai visage du continent : une terre d'abondance, de résilience, de dynamisme et d'opportunités. Embrassons ce visage et travaillons ensemble à la transformation des systèmes agroalimentaires pour une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure vie, sans laisser personne de côté. (FAO)

Ituri : 34 personnes tuées par la milice Codeco en 3 jours à Djugu. Quinze civils, dont trois femmes et un bébé de quatorze jours, ont été brûlés vifs lundi 8 avril par un groupe de miliciens dans le village d'Andissa, à environ 40 km de Mongwalu. Les miliciens de la Codeco, faction "Bon Temple de Dieu", en provenance des villages d'Andisa, Buraki, Wazabo et Dragi, ont attaqué le 6 avril le village Galayi au bord de la Rivière Ituri dans le secteur de Banyali Kilo. Ils ont tué dix-huit personnes. Un militaire, blessé lors de cette attaque, est décédé.

Mardi 9 avril.

Nord-Kivu : la guerre impacte le fonctionnement de certains services générateurs de recettes. La Direction provinciale du service d'encadrement et d'exploitation minière artisanale et de petite échelle, fait aujourd'hui face à de grands défis depuis la prise par les rebelles de la cité stratégique Mushaki. Cette cité est la plaque tournante pour

l'évacuation des minerais dans les territoires de Masisi et de Walikale. Elle indique que la fermeture de cette route affecte non seulement la production, mais aussi empêche l'accès aux sites d'exploitation.

Masisi : le complexe réseau de contrebande minière et ses principaux acteurs. La contrebande minière s'organise à travers trois réseaux distincts dans la région de Masisi (Nord-Kivu). Le premier réseau opère depuis Rubaya, Matanda, Mushaki en direction de Kibati, Kibumba jusqu'au Rwanda. Le deuxième réseau concerne d'importantes quantités de minerais qui transitent de Rubaya jusqu'à Kasunyu, en passant par Ngungu et Minova au bord du lac Kivu. À Kasunyu, des pirogues venues du Rwanda récupèrent ces minerais souvent dissimulés sous des sacs de café pour les acheminer vers le Rwanda. Enfin, le troisième réseau est actif entre Bihambwe, Kisuma, Nyabiondo, Katale et Lushebere, ainsi que Pinga dans le territoire de Walikale, selon les mêmes sources. Les acteurs majeurs impliqués, sont notamment des chefs de groupes armés, des personnalités influentes au sein de certaines communautés locales.

Désengagement de la Monusco : les Casques bleus chinois quittent la RDC. Depuis 2003, le contingent chinois a contribué à renforcer les infrastructures de la province grâce à une série de projets, dont l'achèvement de plus de 580 projets d'ingénierie, la réparation de 1 800 km de routes, la réhabilitation de plus de 80 ponts et la construction de 20 héliports. Leur contribution a facilité la mise en œuvre du mandat de la Monusco dans la région. La cheffe de la Mission onusienne, Bintou Keita, a dans son propos, exprimé sa profonde gratitude à la République populaire de Chine pour ses Casques bleus déployés au Sud-Kivu, et qui se sont distingués par leur savoir-faire, leur professionnalisme et leur discipline afin de relever un certain nombre de défis dans des conditions parfois très difficiles. « Ils ont considérablement contribué à la paix et à la sécurité en RDC », a-t-elle déclaré.

Les évêques des régions de l'Est dénoncent la souffrance de la population causée par la rébellion du M23.

Les évêques ont fait cette déclaration lors de l'ouverture de leur assemblée épiscopale, le 8 avril, visant à évaluer la situation de l'église dans leur province ecclésiastique qui regroupe les diocèses de Goma, Butembo-Beni, Kasongo, Bukavu, Uvira et Kindu. « La crise s'est aggravée, maintenant Goma est encerclée par les méchants, la population est en déplacement massif, tout ça à cause des gens qui ne veulent pas comprendre la parole de Dieu et s'engager à la vie », a déclaré l'archevêque de Bukavu. Il a insisté sur le fait qu'on peut certes, s'adresser à Dieu pour aider le peuple, mais qu'il est du devoir de chacun d'effectuer son travail et de jouer sa partition afin que la paix revienne en RDC. Abondant dans le même sens, Mgr Willy Ngumbi, évêque de Goma reproche, lui aussi au Gouvernement, de ne pas prendre au sérieux la guerre du M23 : « Actuellement nous ne savons pas qui nous protège, mais surtout quand cette guerre prendra fin ». Il a rappelé que la guerre a commencé à Bunagana, mais qu'aujourd'hui, elle s'étend sur plusieurs autres localités de la province du Nord-Kivu.

Ituri : le HCR remet 600 nouveaux logements durables aux déplacés de Djugu et Irumu, vivant dans la périphérie de Bunia (Ituri), dans le cadre de la réinsertion volontaire et durable de ces personnes déplacées. Ces dernières ont fui les atrocités perpétrées par des groupes armés depuis environ 7 ans. Ces nombreux ménages ont commencé à quitter depuis la semaine dernière les différents sites de Bunia et sa périphérie pour occuper ces nouveaux logements. Selon les humanitaires, ce projet est motivé par la baisse de l'enveloppe pour l'assistance à ces déplacés.

Commémoration du génocide sur fond de vives tensions régionales. Le conflit qui secoue l'est de la RDC depuis des décennies mais qui a redoublé de vigueur ces derniers mois ne pouvait pas être absent des cérémonies de commémoration du génocide des Tutsi au Rwanda. Kigali est accusé par Kinshasa d'être le responsable de cette reprise des violences et d'instrumenter et d'assister la milice du M23. Une force armée qui, depuis près de deux ans occupe le poste frontière congolo-ougandais de Bunagana et qui se rapproche ces derniers jours de Goma, le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Ce 8 avril en début d'après-midi, les forces du M23 sont entrées dans la ville de Saké, qui se trouve à 20 km de Goma. Face à cette rébellion du M23, Kinshasa tente de mobiliser son armée, des milices locales, mais aussi des mercenaires, des troupes onusiennes et des militaires issus de pays de la communauté de l'Afrique australe, en particulier des Sud-Africains. Dans ce contexte, la présence à Kigali du président sud-africain Cyril Ramaphosa, candidat à sa succession aux législatives du 29 mai, a attiré tous les regards. Ramaphosa, après un tête-à-tête avec son homologue rwandais Paul Kagame, a expliqué, comme l'avait fait un peu plus tôt un de ses prédécesseurs, Thabo Mbeki, que la solution à la crise des grands Lacs devait être politique. Ramaphosa veut éviter coûte que coûte la mort de ses militaires avant les élections. Deux soldats sud-africains ont déjà été tués dans l'est de la RDC, un troisième aurait trouvé la mort ce lundi et 57 se seraient rendus aux hommes du M23. **(La Libre Afrique)**

Mercredi 10 avril.

Le retard dans la mise en place des institutions politiques affecte la vie des Congolais. Le Gouvernement démissionnaire continue à assurer la gestion des affaires courantes et la nouvelle Première ministre attend l'installation du bureau définitif de l'Assemblée nationale pour l'investiture prochaine de son Gouvernement. Pendant ce temps, une partie des juges de la Cour constitutionnelle sont déjà hors mandat et devraient être remplacés. Le nouveau Sénat n'a pas été élu, tout comme les gouverneurs de province. Alors que le pays fait face à multiples urgences tant sur le plan sécuritaire que sur le plan socio-économique, le pouvoir public ne dispose pas d'animateurs compétents pour engager pleinement la République, se plaignent certains Congolais. Le bureau d'âge de l'Assemblée nationale ne dispose plus d'aucune prérogative, en vertu de l'article 114 de la Constitution, à l'exception de l'organisation des élections et l'installation des membres du bureau définitif. Mais ce dernier point à l'ordre du jour tarde d'être abordé alors que le règlement intérieur de la Chambre avait déjà été déclaré conforme à la Constitution. Ce retard enregistré à l'Assemblée nationale occasionne un blocage dans l'investiture du prochain Gouvernement, prérogative dévolue au seul bureau définitif. Etant donné que le président de la République agit à travers le Gouvernement, lui aussi se trouve bloqué. Pendant ce temps, le fonctionnement normal des institutions publiques se trouve dans une léthargie qui rend les conditions de vie très compliquées en RDC, notent plusieurs analystes.

Ituri : Cri d'alarme du président du site Umoja à Kasenyi sur la montée du taux de prostitution parmi les déplacés. Selon le président du site, cette situation découle de l'incapacité des parents, souvent démunis, à répondre aux besoins de leurs enfants. "Nous parents, nous n'avons pas les moyens de subvenir aux besoins de nos enfants. C'est pourquoi certaines de nos filles se tournent vers la prostitution. Elles peuvent avoir besoin de sous-vêtements, de lotions ou de savon, mais les parents n'ont pas les moyens financiers. Lorsqu'elles voient leurs camarades bien habillées, cela les incite à se livrer à la débauche". Face à ce défi, il révèle qu'une campagne de sensibilisation a été lancée par des organisations non gouvernementales pour mettre un terme à ce phénomène devenu un casse-tête pour les parents, car de nombreuses filles se retrouvent enceintes involontairement.

"Au Congo, le vide du pouvoir est aussi absolu qu'inquiétant" Les institutions sont en panne tandis que les rebelles n'ont jamais été aussi proches de Goma. Pour l'instant, c'est le blackout complet sur l'agenda présidentiel et la porte ouverte à toutes les rumeurs alors que sur le front de l'est la rébellion de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) dirigée par Corneille Nangaa, n'a jamais été aussi proche de Goma. "Les rebelles ont contourné la ville de Saké qui est le dernier verrou avant Goma", explique un Belgo-Congolais installé dans le chef-lieu du Nord-Kivu. "Saké est vide. Le centre de la ville est dans une plaine qu'il est difficile de défendre. Occuper saké n'a donc pas beaucoup d'intérêt", explique-t-on, mercredi après-midi, dans les rangs des rebelles qui disent continuer à progresser vers le sud. **Paralysie institutionnelle.** Cette avancée continue des rebelles, jumelée à l'absence présidentielle, ne fait qu'aviver les inquiétudes et les interrogations à Kinshasa. "Aucune institution ne fonctionne, c'est très inquiétant", explique un patron de PME kinoise. "La situation économique se détériore. Socialement, c'est de plus en plus morose et il n'y a aucune perspective, aucun projet politique. On a une nouvelle Première ministre mais elle est incapable de former un gouvernement", poursuit-il. Dans les faits, l'Assemblée nationale est installée mais le bureau de sept personnes qui doit la gérer n'a pas été désigné. En cause, une guerre de tranchées entre plusieurs candidats à la présidence de l'Assemblée nationale. "Les noms de Christophe Mboso, le président sortant de l'Assemblée, de Modeste Bahati, l'ancien président du Sénat, et de Vital Kamerhe, ancien colistier de Tshisekedi en 2018, qui a déjà occupé ce perchoir, sont cités pour ce poste. C'est au président de la République de trancher. Tant qu'il sera absent, l'Assemblée nationale sera paralysée et il n'y aura pas non plus de nouveau gouvernement", explique un diplomate occidental. En effet, pour l'instant, le pays est entre les mains d'un gouvernement démissionnaire depuis un mois et demi. La Première ministre, désignée par le chef de l'Etat, consulte, confortablement installée dans un des hôtels 5 étoiles de Kinshasa. "Ce qui coûte une fortune à l'Etat congolais", explique un fonctionnaire international de passage dans la capitale, qui ne comprend pas "pourquoi ce travail ne peut pas être fait dans un ministère ou un bâtiment qui appartient à l'Etat. Ce pays à l'art de vivre au-dessus de ses moyens". Mais pour l'instant, les chefs de parti ne se bousculent pas dans les couloirs de l'hôtel Fleuve Congo pour rencontrer la cheffe de l'exécutif. Le formateur, le secrétaire général du parti présidentiel (UDPS), Augustin Kabuya, a revu la clé de répartition des ministères. Auparavant, il fallait 7 députés pour pouvoir prétendre à un ministère. Aujourd'hui, le nombre est passé à 10, ce qui provoque la grogne dans les familles de la majorité qui disposeront de moins de maroquins. "C'est un vrai souci pour beaucoup de partis affiliés à l'Union sacrée", explique un député. "Mais tant que le bureau de l'Assemblée nationale n'est pas en place, le futur gouvernement ne peut être présenté et ne peut présenter son programme. Le retour rapide du président est donc nécessaire pour débloquer la situation". Quant au Sénat, lui, il est complètement hors délai. Les sénateurs congolais sont élus par les assemblées provinciales qui viennent juste d'être installées et qui doivent aussi élire les gouverneurs des 26 provinces du pays. Le Sénat qui est toujours en place à Kinshasa est illégal, son mandat, prévu par la constitution, est dépassé. Président de la république absent, Assemblée nationale et futur gouvernement paralysés, Sénat hors la loi et gouverneurs non désignés. Le vide institutionnel est total dans un pays qui menaçait il y a peu d'entrer en guerre à la moindre escarmouche avec un de ses petits voisins. **(La Libre Afrique)**

Jeudi 11 avril.

Goma : les nouveaux billets de francs congolais s'échangent à un taux inférieur sur le marché. Sur le marché de change, ces nouveaux billets de banque se négocient entre 2500 et 2600FC pour 1 dollar, tandis que les anciennes coupures s'échangent au taux de 2700FC. Le président du Rassemblement des cambistes du Nord-Kivu, affirme que la Banque centrale de Goma vend ces nouveaux billets de banque aux grossistes à un taux inférieur. En conséquence, les cambistes opérant sur le marché noir sont contraints de revendre ces nouveaux billets à un taux inférieur à celui des anciens billets.

Assemblée nationale : Augustin Kabuya renonce à sa candidature au poste de premier vice-président. Le secrétaire général de l'UDPS, Augustin Kabuya a renoncé, le 10 avril, à sa candidature au poste de premier vice-président du bureau définitif de l'Assemblée nationale. Les indiscretions au sein de l'Union sacrée de la nation parlent des désaccords entre Vital Kamerhe et Christophe Mboso sur l'occupation de la présidence de la chambre basse du Parlement. Le président du bureau d'âge veut de nouveau briguer le poste de président du bureau définitif de cette chambre basse. Mais avec environ 10 députés, il ne dispose pas du poids politique pour occuper cette fonction. Plusieurs députés sondés sur cette affaire, y compris ceux de l'Opposition, soutiennent la candidature de Vital Kamerhe, à ce poste, parce qu'il a le plus grand nombre de députés après l'UDPS. Mais celui-ci est jugé peu loyal et ne rassure pas pour défendre les intérêts du régime, a ajouté un député national sous le coup d'anonymat. Jean Michel Sama Lukonde qui est du Katanga, et qui représente la troisième force au sein du Parlement, vient aussi compliquer cette équation. À cela s'ajoute les attentes de Modeste Bahati Lukwebo, autorité morale de l'AFDC et de Jean Pierre Bemba du MLC. Pour sa part, l'Opposition parlementaire s'indigne de voir les dignitaires de l'Union sacrée se déchirer pour leur positionnement politique au lieu de s'occuper de la crise sécuritaire et socioéconomique qui couve le pays.

Nord-Kivu : plus de 3000 femmes entrepreneures enregistrées dans le cadre du projet Transforme à Goma. Ces femmes sollicitent l'appui financier et l'encadrement offerts par le projet pour dynamiser leurs activités. Depuis le lancement de l'opération en février dernier, le projet Transforme a déjà identifié et enregistré plus de 3000 femmes entrepreneures. Sylvie Ngankoy, entrepreneure bénéficiaire de ce projet axé sur la résilience climatique, transforme les déchets ménagers en briquettes combustibles pour la cuisson. Elle témoigne de l'importance de cet accompagnement.

RDC : " Plusieurs femmes ont renoncé à leurs ambitions politiques à cause des violences faites aux femmes dans le monde politique" (Christelle Vuanga). Intervenant lors de la réunion entre la ministre des Affaires étrangères belge et les députées nouvellement élues, Christelle Vuanga, députée et mentor du projet d'accompagnement des femmes soutenu par la Belgique, a relevé que les violences que connaissent les femmes dans le domaine politique empêchent certaines d'exercer leurs ambitions. Répondant à la question sur la manière dont il faut s'y prendre pour avoir plus de femmes au sein de l'Assemblée nationale, Christelle Vuanga a souligné que le travail à l'Assemblée nationale va se faire avec la commission genre et le groupe des parlementaires femmes afin d'initier des lois qui vont permettre la mise en application effective de celles qui existent déjà en faveur de la femme. Mais également repenser le rôle des femmes au niveau des partis politiques. "Les femmes doivent définir dès le départ, en intégrant un parti politique, les objectifs qu'elles aimeraient atteindre par la suite", a-t-elle renchéri tout en reconnaissant les avancées significatives que connaît la RDC en matière de participation des femmes à la vie politique ainsi que de l'égalité des sexes. (Actualités CD)

Est de la RDC: deux leaders des ADF tués dans une opération ougando-congolaise. Les deux hommes étaient semblent-ils directement visés par l'opération conjointe entre les armées congolaises et ougandaises, baptisée Shuja. Ils ont tous les deux été neutralisés dans le nord du territoire de Beni, à l'est de la localité d'Eringeti, quasiment à la frontière entre le Nord-Kivu et l'Ituri. « Après les opérations dans la vallée de Mwalika et dans la zone de Rwenzori, les ADF sont remontés vers le Nord de la province », explique une source sécuritaire. Le « docteur Musa » et « Bagdad » n'apparaissent pas dans l'organigramme des ADF publié par des experts de l'ONU dans l'un de leurs rapports en 2021. « Mais le mouvement est très fermé, explique un spécialiste des groupes armés dans la zone. Il est donc difficile de connaître vraiment son organisation et ses membres ». Les responsables de l'opération conjointe lient en tout cas ces deux hommes à deux combattants qui eux sont effectivement clairement identifiés comme faisant partie des ADF. Musa Baluku, considéré comme le numéro un du mouvement islamiste en RDC, et Lumisa Mohammed, commandant d'une soixantaine d'années. Tous les deux sont sous sanctions des États-Unis depuis 2019. (RFI)

Des armateurs accusent le M23 d'attaques ciblées sur le lac Kivu, entre Minova et Goma. Des armateurs des embarcations sur le lac Kivu accusent les rebelles du M23 d'être auteurs des attaques de plus en plus ciblées sur le

lac Kivu entre Minova (Sud-Kivu) et Goma (Nord-Kivu). « Nous risquons de stopper la navigation alors que nous faisons nourrir presque deux millions d'habitants se trouvant dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Nous n'avons même plus d'autres moyens de faire déplacer nos produits champêtres parce que la route nationale RN2 est fermée et maintenant le lac risque d'être fermé à la suite de ces bombardements », a regretté ce capitaine de bateau.

Monkeypox : une réunion régionale d'urgence de haut niveau se tient à Kinshasa jusqu'au 13 avril. L'objectif est d'échanger, partager les expériences et élaborer des stratégies communes pour prévenir et intervenir efficacement face au MonkeyPox en Afrique. « Nous sommes ici puisque la situation commence à devenir alarmante. En une année 2023-2024, de février à février, on a 19.000 cas et près de 1 000 décès, alors que nous savons que le MonkeyPox ne tue pas vraiment. Nous voulons avoir une réponse coordonnée par rapport à cette situation », a indiqué le Directeur Général de CDC Africa. La majorité des cas recensés en RDC sont des enfants mineurs de moins de 15 ans. « Ils constituent plus 70% de cas et plus de 88% de décès ». Le Représentant de l'Organisation mondiale de la Santé en République Démocratique du Congo Boureima Hama Sambo a réitéré l'engagement de l'OMS à pouvoir soutenir les pays africains à renforcer la surveillance et les actions de riposte face à cette maladie. (Actualités CD)

Vendredi 12 avril.

Décongestion des prisons : 357 détenus libérés à Kinshasa, le Nord-Kivu attend son tour. Dans une démarche visant à réduire la surpopulation carcérale critique de la prison de Makala, à Kinshasa, 357 détenus sont désormais concernés par un programme de libération, annoncé par le procureur général près la Cour de cassation. Cette décision inaugure une série de mesures prévues pour alléger la pression sur cet établissement pénitentiaire. Cette initiative est le fruit du travail d'une commission spéciale mise en place, dont la mission est l'analyse approfondie des dossiers des prisonniers. Le but étant de libérer ceux jugés éligibles à une remise en liberté, notamment les détenus sans charges ou maintenus en détention de manière irrégulière. L'opération a commencé par la libération de soixante-sept (67) détenus lors d'une cérémonie à Makala, présidée par le procureur général, marquant le début d'un effort national pour adresser la crise carcérale du pays. Le désengorgement des maisons carcérales ne doit pas se limiter seulement à Kinshasa. La libération de détenus doit également se poursuivre à l'intérieur du pays. Cette plaidoirie est celle du caucus des députés nationaux de la province du Nord-Kivu auprès de la ministre d'État, ministre de la Justice et garde des sceaux, Rose Mutombo Kiese. (Actualités CD)

Nord-Kivu : les défis pour le mécanisme de lutte contre l'exploitation illégale des minerais dans la CIRGL. Ce mécanisme, instauré en 2011 par les chefs d'État de la région, vise à certifier les ressources extraites dans le respect des normes éthiques et légales. Il concerne l'étain, le tungstène, le tantale et l'or, produits ou transitant par l'un des pays membres. Conforme aux directives de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la chaîne d'approvisionnement responsable en minerais en provenance de zones de conflit à haut risque, ce mécanisme est crucial pour assurer la légalité et la traçabilité des minerais. 7 pays de la CIRGL bénéficient d'un soutien technique pour sa mise en œuvre. Il s'agit notamment de la RDC, du Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie, le Kenya et la Zambie. Par ailleurs, un pacte pour la stabilité, la sécurité et la paix, signé en 2006 par tous les chefs d'État de la région, prévoit des protocoles visant à renforcer la coopération judiciaire et à combattre l'exploitation illégale des ressources ainsi que la criminalité transfrontalière. Cependant, malgré l'existence de ces instruments, leur application est entravée par les tensions politiques et diplomatiques entre les États de la sous-région, constatent de nombreux acteurs.

RDC : Militaires et wazalendo plongent Goma en enfer. “Aujourd’hui à Goma, tu peux mourir pour un GSM ou un poste de radio”, lance Guy-François, un “Gomatrancien d’origine”, comme il aime se présenter. La ville, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, est désormais encerclée par les rebelles du M23. “Pour quitter la ville, il faut partir par le lac et se réfugier au Rwanda”, explique un Belgo-Congolais installé à Goma après que toute sa famille a quitté la cité de Saké, située à une vingtaine de kilomètres plus au sud, complètement vidée de ses habitants face à l’avancée des rebelles. “On a une petite maison à Goma dans laquelle on doit s’entasser, poursuit-il, mais ça nous permet de ne pas devoir dormir dehors. Goma, aujourd’hui, c’est plus dangereux que Chicago au pire moment de la prohibition. Les nuits, ça tire dans tous les sens. Tous les matins, on découvre des morts, la plupart sont tués par des soldats, des policiers ou des wazalendo, ces pseudo-patriotes qui sont en réalité des hommes venus de milices armées.” Les vidéos et photos qui nous parviennent de Goma via WhatsApp illustrent tous les jours cette violence inouïe. Corps inertes baignant dans le sang, massacrés à la machette, têtes coupées. “On est en pleine inhumanité”, explique un prêtre qui se dit “très inquiet pour le futur du pays”. **Taxe “lala salama”.** Tous les témoignages pointent la responsabilité d’hommes en uniforme qui sont armés et complètement abandonnés par leur hiérarchie et par l’État congolais. “C’est l’anarchie la plus totale, poursuit un des témoins qui avoue aujourd’hui, je ne sais pas s’il n’est pas préférable d’être sous le contrôle des rebelles du M23.” Les wazalendo, eux, sont accusés d’avoir imposé la taxe « lala salama » (“laisser dormir” en swahili) depuis le mois de janvier. “Ils se font payer pour assurer

la tranquillité des commerçants. Si vous ne payez pas, ils vous tuent”, explique un autre témoin. Jeudi 11 avril, des images de jeunes hommes abattus ont circulé sur les réseaux sociaux. Un d’eux était restaurateur et a refusé de servir gratuitement un groupe de wazalendo. Il l’a payé de sa vie. Même la garde républicaine (GR), la troupe d’élite de l’armée congolaise, qui dépend directement du chef de l’État, semble abandonnée à son sort dans cette ville qui abrite désormais près de 2 millions d’âmes. Certaines des armes utilisées pour ces crimes et exposées par le maire de Goma, suite à des arrestations en milieu de semaine, étaient des modèles exclusivement utilisés par les GR. La violence des hommes en uniforme n’est pas neuve dans Goma où le 5 mars dernier, des déplacés ont lynché et brûlé un milicien qu’ils accusaient d’avoir violé une femme, puis d’avoir tué un déplacé qui refusait de se faire dépouiller. Mais en ce début du mois d’avril, la violence atteint des niveaux inédits. (**La Libre Afrique**)

Julien Paluku : « Le Royaume-Uni disposé à recevoir les produits made in Congo ». Le ministre de l’Industrie, a exprimé son satisfecit à l’issue du Forum économique RDC-Royaume Uni, clôturé le 11 avril à Kinshasa. « Au total 26 entreprises britanniques qui sont à Kinshasa sont disposées à pouvoir intégrer l’environnement économique congolais parce que nous avons pu explorer bien évidemment le cadre juridique, mais aussi un ensemble d’avantages incitatifs ». Pour sa part, Lord Popad, envoyé commercial du Premier ministre britannique, a indiqué que leurs entreprises vont s’investir pour le développement de la RDC. « Notre prospérité sera aussi votre prospérité, donc c’est gagnant-gagnant. La RDC a pas mal de potentiels, ce n’est pas seulement dans les mines, mais dans l’agriculture et dans d’autres secteurs. Nous pouvons travailler ensemble pour le développement de la RDC », a-t-il assuré. Outre les 26 chefs d’entreprises britanniques, ces assises ont également connu la participation de la Fédération des entreprises du Congo et des mandataires des entreprises publiques.

Le déplacement confidentiel à l’étranger du président Tshisekedi suscite des questions

Où est le président congolais Félix Tshisekedi ? Tout commence avec un double couac pendant le week-end. Premier acte : dimanche 7 avril au matin, l’Agence congolaise de presse (ACP), organe officiel du pays, publie un message sur son compte X (ex-Twitter) pour annoncer le départ du pays du président pour Paris. Pourtant, si le président Félix Tshisekedi a bien un voyage prévu à Paris, ce n’est pas avant la fin du mois d’avril. L’ACP efface son tweet, mais la nouvelle d’un déplacement a déjà fait le tour de la Toile. Deuxième acte : toujours le 7 avril, la télévision publique belge francophone diffuse son journal de 13 heures. Le journaliste de la RTBF qui couvre les commémorations à Kigali pour le 30e anniversaire du génocide des Tutsis au Rwanda y annonce en direct la présence de Félix Tshisekedi. Dans le contexte des tensions entre le Rwanda et la RDC, cette information fait tout de suite le buzz. Pourtant, sur place, aucun autre journaliste n’est en mesure de la confirmer : personne n’a vu le président congolais, et il n’apparaît pas sur les images des commémorations. Mais l’information devient crédible en raison du message erroné de l’ACP du matin. Les services de communication de la présidence congolaise sont donc sollicités. Et c’est un démenti qui vient assez rapidement. La porte-parole de Félix Tshisekedi, Tina Salama, publie sur les réseaux sociaux le message : « Le Président de la République Félix Tshisekedi n’a pas fait le déplacement à Kigali pour participer à la commémoration du génocide, contrairement à ce qui a été diffusé sur la RTBF. Il effectue plutôt un déplacement à l’étranger pour des dossiers urgents liés au pays. » À 19 heures, dans son édition du soir, la RTBF fait marche arrière et reconnaît une erreur de la part de ses équipes. **L’avion présidentiel stationné à Bruxelles suscite des rumeurs.** Quasiment une semaine plus tard, la destination du chef de l’État reste toujours un mystère. C’est une information confidentielle qui n’a pas été communiquée à la presse. Il n’est pas apparu en public depuis samedi 6 avril au soir, lors de la cérémonie de réconciliation des communautés Téké et Yaka, à la cité de l’Union africaine à Kinshasa. Les tensions entre les deux communautés avaient été à l’origine d’un conflit dans la province du Mai-Ndombé. Si sa localisation reste secrète, il n’y a plus d’information non plus sur les « dossiers urgents » évoqués par Tina Salama dans son message. Des sources proches de la présidence confirment bien que le président n’est ni à Paris ni à Kigali, qu’il va bien et qu’il sera de retour à Kinshasa ce week-end du 13-14 avril. L’avion présidentiel, que l’on peut suivre comme tous les avions sur les sites spécialisés dans le traçage, est stationné à Bruxelles depuis dimanche 7 avril dans l’après-midi. Mais cette donnée est à prendre avec des pincettes : il arrive que son avion se déplace sans le président, notamment pour faire une maintenance ou une révision. On ne peut pas en déduire que le chef de l’État est forcément à proximité. (**RFI**)

Samedi 13 avril.

Elections 2023 : début du procès des trois agents de la Ceni à Masimanimba. Il s’agit du chef d’antenne, du logisticien et du chargé de l’information à la Ceni. Ils sont accusés notamment d’avoir occasionné la fraude électorale lors du scrutin de décembre 2023. Cette situation avait conduit à l’annulation pure et simple des élections dans ce coin de la province du Kwilu. Ces trois prévenus sont également poursuivis pour avoir abusé de la confiance de Ceni en perdant des machines à voter. Les faits mis à leur charge sont poursuivables selon l’article 89 de la loi électorale et l’article 21 du code pénal livre premier.

Peine de Mort Rétablie, Première Condamnation à Goma. La Cour militaire du Nord-Kivu a rendu son verdict ce 13 avril, condamnant Djodjo Endondo Engulu à la peine de mort pour l'assassinat de trois civils survenu mardi dernier dans le quartier Majengo à Goma. Cette décision suscite une attention particulière, car elle intervient dans un contexte de débats intenses sur l'application de la peine de mort dans le pays. Les implications de cette sentence, tant sur le plan juridique que moral, devraient continuer à faire l'objet de discussions approfondies au sein de la société congolaise et bien au-delà. ([l'interview.cd](#))

Kinshasa : le délestage accru de l'électricité engendre des dépenses supplémentaires au budget de ménages. La plupart de chefs de ménages ou des commerçants dont les activités dépendent de l'électricité, affirment que cette situation est devenue une véritable casse-tête pour eux. Elle engendre surtout des dépenses supplémentaires. L'utilisation d'un générateur implique plus des dépenses et oblige certains commerçants à revoir les prix de leurs services. Au sein des ménages, le manque d'électricité et les coupures intempestives perturbent le budget. Les dépenses ont augmenté parce qu'il faut trouver des sources d'énergie alternatives comme le carburant pour les groupes électrogènes, la braise, le gaz et des piles. Mais en dehors du délestage, disent certains usagers, des problèmes au niveau des câbles et des cabines électriques de la SNEL rendent aussi difficile la desserte de l'électricité.

RDC-FMI: pour la première fois, le pays a réussi à dépasser la quatrième revue et s'engage actuellement dans la sixième. Le ministre congolais des Finances, a partagé sur Radio Top Congo les avancées majeures réalisées sous le programme de coopération avec le Fonds Monétaire International (FMI). Pour la première fois, la RDC a réussi à dépasser la quatrième revue et s'engage actuellement dans la sixième, marquant une étape cruciale vers une gestion économique renforcée et responsable. Le programme triennal, doté de 1,5 milliard de dollars, cible principalement le renforcement budgétaire, l'augmentation des recettes, l'amélioration du cadre monétaire, ainsi que la gouvernance et la transparence économique. Selon le ministre, ces efforts ont permis de sécuriser un appui à la balance des paiements de 2,25 milliards de dollars, augmentant ainsi les réserves nationales, et un appui budgétaire additionnel de 1,5 milliard de dollars, cofinancé par la Banque mondiale. Ces mesures ont renouvelé la confiance des institutions financières internationales, permettant à la RDC de recevoir des aides budgétaires après plus de quinze ans sans soutien financier externe. Cette dynamique positive est perçue comme un signal fort pour les investisseurs nationaux et internationaux, soulignant l'engagement du gouvernement dans un programme de réformes soutenu. Le partenariat a également encouragé des investissements substantiels dans les infrastructures, essentielles pour le développement économique du pays. Le Ministre a annoncé des projets d'infrastructures d'une valeur de près de 5 milliards de dollars, qui incluent des travaux pour connecter stratégiquement l'ouest du pays à l'est, avec des démarrages imminents sur des axes routiers majeurs tels que Tshikapa-Kananga et Kananga-Mbuji-Mayi, avec d'autres projets prévus pour renforcer la connectivité régionale. (**Actualité CD**)

Dimanche 14 avril.

Kanyama Kasese : au moins 1 600 ex-Kuluna brevetés après deux ans de formation, au centre d'encadrement et d'instruction de Kanyama Kasese (Haut-Lomami). Le commandant du Service National, a indiqué à ces anciens délinquants qu'ils seront déployés à travers le pays, entre autres, à Kinshasa. « Ils vont y réhabiliter l'hôpital général de Kintambo », a-t-il précisé. Cet officier des Fardc a assuré que ces ex-délinquants ont changé de comportement. Pour leur part, les anciens Kuluna disent se réjouir de cet encadrement dont ils ont bénéficié. En plus de leurs brevets, ils sont également matriculés devenant ainsi à part entière des agents et fonctionnaires de l'état congolais.

L'UE disponibilise 70 millions d'euros pour répondre aux besoins humanitaires dans l'Est. Giuseppe Angelani, responsable de l'aide humanitaire en Afrique centrale et occidentale basé à Bruxelles, affirme que ce financement dont 90%, (soit 63,75 millions d'euros) sont destinés à des projets humanitaires en RDC, notamment dans la partie Est. Abordant la question du désengagement de la Monusco, Giuseppe Angelini, se dit inquiet du retrait de la Mission de la RDC. Il craint que ce départ puisse entraîner d'autres conséquences humanitaires. « Le départ de la Monusco pourrait avoir de conséquences, si elle n'est pas bien préparée en terme humanitaire, en exposant davantage les civils au danger et à la violence, en réduisant l'espace humanitaire parce que l'insécurité pourrait augmenter, car le soutien de population civile pourrait être réduit ». Cependant, il dit être conscient de l'énormité des besoins dont font face ces personnes déplacées. Il indique que ce financement est certes comparable à quelques gouttes dans la mer parce que ne pouvant pas couvrir tous les besoins, mais qu'il n'y a jamais vraiment eu de solution aux problèmes humanitaires. Sur plus de 5,7 millions de personnes déplacées en RDC, plus de 80 % sont dus à des attaques et affrontements armés, 97 % ont eu lieu dans l'Est du pays et au moins 2 millions de personnes ont fui leurs maisons depuis janvier 2022, indique un communiqué publié par Ocha le 31 mars dernier.

Réparation de la colonisation: des métis de RDC demandent le droit à la nationalité belge. Une délégation de vingt métis congolais, venue de RDC, a été reçue à Bruxelles ces derniers jours, visite organisée dans le cadre de la politique de réparations morales et administratives engagée par la Belgique envers les métis de la colonisation. En 2019, les autorités belges se sont excusées pour la politique de « ségrégation ciblée » et les « enlèvements forcés » dont les métis ont été victimes. Le Parlement a aussi adopté une liste de recommandations pour reconnaître et réparer cette page sombre de l'Histoire, mais aujourd'hui, les métis congolais leur demandent d'aller plus loin : ils revendiquent leur droit à la nationalité belge. À Bruxelles cette fois-ci, l'invitation avait été lancée par la ministre des Affaires étrangères belge, Hadja Lahbib. L'objectif était de faire le point sur ce que la Belgique a déjà mis en place pour les métis de la colonisation, soit l'accès aux archives concernant leurs parents ou grands-parents belges et le lancement d'un projet de recherche sur leur histoire. **Accès difficile aux archives.** « Nous pensons que c'est vraiment une opportunité pour nous de faire entendre nos voix. Nous avons parlé, hier, de tous nos problèmes et nous espérons que ce n'est pas seulement pour venir faire du tourisme. Nous voulons être reconnus, nous voulons être réparés », estime Rachel Kapombo, vice-présidente de l'Association des enfants des Belges laissés au Congo (AEBLC). Elle pointe aussi des difficultés dans l'accès aux archives. À l'époque, les enfants métis étaient placés très jeunes dans des institutions religieuses en Afrique centrale et coupés de leur famille. Pour ceux qui ne se souviennent pas des noms de leur père ou de leur grand-père, la recherche est difficile : « C'est tout un problème, la plupart de nos mamans ne connaissent pas les noms de leurs parents. Donc, nous sommes bloqués par rapport à ça. Et nous demandons : "Qu'est-ce que nous allons faire ?" » L'association revendique aujourd'hui environ 2000 adhérents, des métis de la colonisation et leurs descendants, mais aussi des enfants abandonnés par leur père belge, après l'indépendance et jusqu'à aujourd'hui. (RFI)

Tshopo : l'inspecteur provincial de l'agriculture veut instaurer l'agrobusiness, afin d'amener les paysans à prendre la revanche du sol sur le sous-sol. « La revanche du sol sur le sous-sol, vision du Chef de l'Etat comme des piliers essentiels exige un changement de paradigme de gestion des activités agricoles. Le management de l'agriculture et le agrobusiness devraient constituer la boussole de notre système de gestion ».

Une gestion, selon lui, basée sur les indicateurs de performance, les risques agricoles ou alimentaires. Il a également promis de promouvoir les valeurs cardinales, notamment l'innovation, le professionnalisme, l'intégrité, l'interaction, le patriotisme et le respect de la diversité. Avec cette politique, estiment des sources locales, l'inspecteur provincial de l'agriculture gagnera la confiance aussi bien des autorités politico-administratives, des paysans ainsi que des partenaires techniques et financiers du gouvernement.

Lundi 15 avril.

Semaine décisive pour la formation du gouvernement, consultations de haut niveau ce lundi. Judith Suminwa Tuluka poursuit ses consultations cruciales pour la formation de son gouvernement. Ce lundi marque une étape importante avec la participation des figures majeures de la politique congolaise. Parmi les participants figurent des grands blocs politiques tels que l'Action des Alliés et Union pour la Nation Congolaise et A/VK 2018 de Vital Kamerhe, qui représentent un total de 32 députés. De plus, l'Alliance des Forces Démocratiques du Congo et Alliés de Modeste Bahati, pesant 30 députés, et le Mouvement de Libération du Congo ainsi que l'Alliance des Partis Politiques Alliés MLC de Jean-Pierre Bemba, avec 23 députés, sont également présents. Ces rencontres de haut niveau incluent également des discussions avec des groupes plus modestes mais significatifs comme l'Action des Alliés Tous pour le Développement du Congo de Jean Claude Tshilumbayi, qui apporte 19 députés à la table, et l'Alliance Bloc 50 dirigée par Julien Paluku Kahongya, comptant 17 députés. L'échange avec l'Alliance pour l'Avènement d'un Congo Prospère et Grand de Pius Muabilu avec ses 17 députés est également prévu pour ce lundi. Judith Suminwa Tuluka, en conformité avec les exigences constitutionnelles, vise à constituer un gouvernement qui répond non seulement aux attentes de la population congolaise mais qui évite également les erreurs du passé. Elle s'est engagée à collaborer uniquement avec des individus qui démontrent à la fois probité et compétence, selon un communiqué de son bureau. Le calendrier des consultations s'étend jusqu'au 19 avril. (Actualité CD)

Beni : Les Rebelles des ADF Tuent 40 Civils en Trois Semaines. La dernière attaque, a eu lieu vendredi dans le quartier Sayo. 15 personnes ont perdu la vie. Ces incidents marquent une rupture inquiétante avec une période d'accalmie qui avait été observée dans la région. Malgré le mois sacré du Ramadan, période durant laquelle ils réduisent habituellement leurs activités, les ADF ont intensifié leurs attaques. La semaine dernière, 9 civils ont été tués dans la forêt de Mutube, dans la commune de Mavivi. Le 4 mars, 5 personnes ont été assassinées à Mangina, où une dizaine de commerces ont également été détruits par le feu. Le président de la société civile de Beni, a vigoureusement dénoncé ces actes de barbarie et appelé à des réponses militaires plus robustes : « Il est impératif que les autorités à tous les niveaux, particulièrement celles gouvernant sous l'état de siège, agissent de manière décisive pour arrêter ce carnage. Le sommet de l'État doit prendre des mesures pour assurer la sécurité de la population. »

Visite du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme en RDC dans un contexte de violences accrues

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a entamé ce lundi une visite officielle de quatre jours en RDC, à l'invitation du gouvernement. Le Haut-Commissaire se rendra dans l'est de la RDC, région particulièrement touchée par les conflits. Il y visitera des camps pour personnes déplacées internes et rencontrera des défenseurs des droits de l'homme ainsi que des membres d'organisations de la société civile. La visite de Volker Türk coïncide avec une période de tension accrue dans la région. De décembre 2023 à mars 2024, la Monusco a enregistré 597 atteintes à la sécurité dans les provinces d'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, faisant 531 victimes civiles, dont 97 femmes et 34 enfants. Parallèlement, les tensions entre le Rwanda et le Burundi ont conduit à un renforcement militaire le long de leurs frontières, exacerbant la situation sécuritaire. Le Haut-Commissaire clôturera sa mission par une conférence de presse le 18 avril, où il abordera les résultats de ses observations et les engagements pris envers la protection des droits de l'homme en RDC. Les détails de cette conférence seront communiqués localement. (Actualité CD)

Début d'une campagne de vulgarisation sur la résolution des conflits. Le Centre d'arbitrage et de règlement amiable des différends en RDC a amorcé le 13 avril une campagne d'information visant à promouvoir les méthodes alternatives de résolution des conflits, telles que la négociation, la facilitation, la médiation et l'arbitrage. Cette première phase de sensibilisation a débuté dans les universités du pays, notamment à l'Université de Kinshasa (Unikin) et à l'UPN. La RDC est confrontée à plusieurs conflits, dont le plus récent oppose les communautés Teke et Yaka dans la province du Kongo Central. On se souvient également du conflit Twa-Bantou dans la province du Tanganyika, qui a entraîné des violences, causant de nombreux décès et des déplacements massifs de populations il y a quelques années. Ces exemples ne sont que la pointe de l'iceberg. Pour remédier à cette situation, le médiateur du Centre d'arbitrage a souligné l'importance de s'attaquer aux causes profondes des conflits. Il a recommandé la mise en place de cellules de règlement des conflits dans les écoles, les universités, les entreprises, les marchés et même dans les lieux de culte. Ces cellules auront pour mission d'outiller les différentes couches de la population pour la résolution pacifique des différends.

Bukavu : les évêques catholiques dénoncent l'insécurité dans l'Est du pays. Lors de l'assemblée épiscopale provinciale tenue du 8 au 14 avril 2024 à Bukavu, les évêques ont vivement dénoncé les tueries, les enlèvements de civils et l'encerclement de la ville de Goma par le M23, soutenu par le Rwanda. Les prélats ont également évoqué la paralysie économique due à une stratégie d'isolement et à l'asphyxie des grandes et petites agglomérations, ainsi que l'abandon par les Fardc de leurs positions au front et de leur logistique de guerre aux rebelles du M23 au Nord-Kivu. Les prélats catholiques ont aussi dénoncé ce qu'ils qualifient de « cohabitation », voire de « connivence », des miliciens Mai-Mai Malaika avec les Fardc et la PNC, ainsi que l'existence de tribunaux informels de milices à côté des parquets et tribunaux étatiques à Kasongo, dans le Maniema. Selon eux, cette situation découle notamment du faible exercice des fonctions régaliennes de l'État et du manque de volonté politique : « Quand nous entendons notre peuple parler de l'origine de nos souffrances sans fin, il nous dit globalement que tout ceci arrive parce que l'État congolais est mort, et que nous, les gouvernés, sommes abandonnés à notre triste sort » Les évêques recommandent vivement au Chef de l'État la mise en place rapide d'un gouvernement composé de personnes compétentes et honnêtes pour la gestion des affaires publiques au profit du peuple. Ils insistent également sur la nécessité de poursuivre la réforme des forces de défense et de sécurité en éliminant tous les traîtres et les soldats sans loyauté à la patrie. À la communauté internationale, les prélats catholiques lancent un message fort : « la RDC n'est ni à vendre ni à exploiter anarchiquement ». Enfin, ils appellent la population à la vigilance et à l'unité face aux velléités de balkanisation du pays. Cette déclaration des évêques et archevêques de la province ecclésiastique de Bukavu engage les diocèses catholiques de Bukavu, Butembo-Beni, Goma, Kasongo, Kindu et Uvira.

Djugu : un convoi humanitaire tombe dans une embuscade du groupe armé Codeco. Ce convoi des humanitaires revenait de certaines localités du territoire de Djugu pour faire l'identification de déplacés dans le cadre d'un projet d'assistance. Ils sont tombés dans l'embuscade d'un groupe des miliciens de la Codeco sur le tronçon Gokalu et Fataki, sur la RN27. Ces assaillants les ont menacés de mort et les ont dépouillés de téléphones et de l'argent. D'autres ONG ont délocalisé leurs bureaux notamment dans le territoire voisin de Mahagi ou dans d'autres localités de Djugu qui sont sécurisées. Ce qui aggrave la situation humanitaire de milliers de déplacés qui était déjà préoccupante.

La CENI reporte les élections sénatoriales au 29 avril. Dans un communiqué publié lundi dans la soirée, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) annonce le report des élections des sénateurs. Initialement prévus le 22 avril, ces scrutins sont retardés d'une semaine. La Ceni évoque des raisons des contraintes financières. Les sénateurs et les gouverneurs de provinces seront donc élus le même jour, soit le 29 avril 2024.

